

nisation de plusieurs organismes et services gouvernementaux. L'une des initiatives clés vise à permettre aux gestionnaires de reporter 3 p. 100 des fonds de fonctionnement et d'entretien à l'exercice suivant. De cette façon, les gestionnaires devraient mieux administrer leur budget puisqu'ils ne se sentiront plus tenus à dépenser des fonds à la fin de l'exercice uniquement pour éviter de les perdre.

[Traduction]

Nous lançons aussi un concept innovateur en matière de gestion—les organismes exploitants spéciaux. Ces organismes feront partie d'un projet-pilote visant à améliorer la prestation des services offerts par le gouvernement et le recouvrement des coûts de ces services. Ils fonctionneront selon le principe des entreprises commerciales et disposeront de la latitude nécessaire pour atteindre les objectifs fixés.

Certains feront concurrence au secteur privé pour offrir leurs services au gouvernement et devront répondre de leurs résultats en fin d'exercice. Nous convertirons le Bureau des passeports, l'Agence de télécommunications gouvernementales et le Programme de formation du personnel de la Commission de la fonction publique en organismes exploitants spéciaux. Ces derniers prépareront des plans d'entreprise pluriannuels et se fixeront des objectifs précis.

• (1220)

Nous fusionnerons les activités d'édition et d'impression d'Approvisionnement et Services Canada et le service d'impression des levés topographiques et hydrographiques d'Énergie, Mines et Ressources Canada en un seul organisme exploitant spécial.

Deux autres divisions d'Approvisionnement et Services—le Bureau des services de vérification et le Bureau des conseillers en gestion—seront aussi regroupés en un organisme du même genre.

Nous fermerons les installations de production d'exposition du gouvernement et le Centre de photographie du gouvernement canadien.

Nous utiliserons des systèmes informatiques pour améliorer la gestion des biens; nous encouragerons les gestionnaires à se départir des biens excédentaires et à majorer les frais imposés pour leurs services, en permettant aux ministères de garder une partie des recettes ainsi

recueillies pour les réinvestir dans l'amélioration des services concernés.

Nous donnerons à contrat les activités du Programme canadien de prêts aux étudiants et nous augmenterons les marchés de services de traduction.

[Français]

Monsieur le Président, toutes ces mesures sont importantes. Comme je l'ai dit auparavant, elles visent à réduire le fardeau administratif ainsi que le déficit.

Les Canadiens ont demandé que le gouvernement améliore son rendement et sa gestion budgétaire et nous avons bien saisi leur message.

Comme le premier ministre l'a indiqué lorsqu'il a annoncé le Programme fonction publique 2000, il est essentiel que la fonction publique se modernise afin de s'adapter au changement et d'offrir de meilleurs services.

Il a de plus signalé avec raison que la Fonction publique devait devenir une institution qui peut offrir des carrières satisfaisantes aux personnes qui choisissent d'ê-
tre au service de leurs concitoyens.

Monsieur le Président, les mesures que j'ai annoncées aujourd'hui sont considérables, mais ils reste beaucoup à faire. C'est pourquoi l'annonce d'aujourd'hui n'est qu'une partie d'un processus qui va continuer.

Monsieur le Président, notre gouvernement s'est engagé à faire plus que l'essentiel. Il s'est engagé de façon bien réfléchi et soutenue à fournir aux Canadiens la qualité de services et la qualité de vie qu'ils ont bien méritées.

J'étais heureux de déposer, il y a quelques instants, dans les deux langues officielles, le détail des mesures que je viens d'annoncer.

[Traduction]

M. Don Boudria (Glengarry—Prescott—Russell): Monsieur le Président, je suis ravi de pouvoir répondre cet après-midi à la déclaration du président du Conseil du Trésor que l'on appellera Séraphin dorénavant. Séraphin vient donc de faire cet après-midi une annonce qui frappe durement les Canadiens juste avant la fête de Noël.

Dans une grande mesure, cette déclaration n'est qu'un paravent pour camoufler la véritable surprise qu'on nous réserve pour mardi prochain, ce qu'a d'ailleurs reconnu le ministre des Finances un peu plus tôt ce matin en répondant à une question d'un de mes collègues.